

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 125

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

PRIMA PARTE DELLA CINQUANTUNESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 13-15 giugno 2005)

Raccomandazione n. 759

L'attuazione della Strategia europea per la sicurezza – risposta alla relazione
annuale del Consiglio

Annunziata il 29 luglio 2005

L'Assemblée,

(i) Renouvelant son adhésion aux objectifs principaux définis dans la Stratégie européenne de sécurité adoptée par le Conseil européen le 12 décembre 2003;

(ii) Rappelant à cet égard ses Recommandations n°s 733, 736, 748, 749 et 757;

(iii) Soulignant que la réalisation d'un ordre international fondé sur un multilatéralisme efficace que préconise la Stratégie européenne de sécurité dans le respect du droit international et de la pri-

mauté de la Charte des Nations unies et du Conseil de sécurité de l'ONU, dépend d'une entente de principe sur ces objectifs avec les autres acteurs nationaux et multinationaux sur la scène internationale et notamment avec les Etats-Unis;

(iv) Constatant avec satisfaction que les idées formulées dans le rapport présenté le 21 mars 2005 par le Secrétaire général de l'ONU à l'Assemblée générale et intitulé « Dans une liberté plus grande: développement, sécurité et respects des droits de l'homme pour tous » coïncident

dans une très large mesure avec les objectifs de la Stratégie européenne de sécurité;

(v) Constatant, en revanche, la persistance des différences importantes entre l'approche européenne et celle des Etats-Unis en ce qui concerne l'établissement d'un ordre international de droit, de liberté et de paix, le rôle des Nations unies et les moyens de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs ainsi que la lutte contre le terrorisme international;

(vi) Convaincue que l'évaluation des risques devrait être régulièrement mise à jour et qu'il faudrait davantage tenir compte des risques croissants de renaissance d'un nationalisme agressif dans certains pays dans le monde;

(vii) Constatant l'émergence rapide de nouvelles puissances sur la scène internationale, comme la Chine, dont les idées à l'égard de la démocratie, des libertés individuelles et collectives et des droits de l'homme ne correspondent pas encore aux normes défendues par le monde occidental;

(viii) Considérant les incertitudes que font peser les orientations très diverses et parfois contradictoires observées dans les pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et leurs répercussions sur la politique de la Russie, avec laquelle l'Union européenne a l'intention d'établir un partenariat stratégique;

(ix) Rappelant l'importance de la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et constatant avec perplexité que la session plénière du Régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), tenue en octobre 2004 à Séoul, n'est pas parvenue à un accord sur l'intégration de sept nouveaux pays membres de l'Union européenne dans ce régime;

(x) Considérant les incertitudes actuelles quant à l'issue des négociations que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni mènent au nom de l'Union européenne

avec l'Iran sur le programme nucléaire de ce pays et s'interrogeant sur les conséquences d'un échec éventuel de ces négociations;

(xi) Rappelant la persistance de divergences importantes entre l'approche européenne et celle des Etats-Unis sur le maintien de la paix internationale et de la sécurité dans le monde;

(xii) Notant à cet égard avec intérêt la proposition du Secrétaire général de l'ONU que le Conseil de sécurité adopte une résolution dans laquelle il arrêterait les principes régissant le recours à la force et proclamerait son intention de s'appuyer sur ces principes pour décider s'il convient d'autoriser ou de prescrire le recours à la force, ladite résolution devant notamment réaffirmer les dispositions de la Charte relatives au recours à la force, dont l'article 51;

(xiii) Rappelant que la Stratégie européenne de sécurité reste vague sur ce qu'elle attend concrètement d'un « engagement préventif » et reste muette sur les moyens de se défendre dans le cas où la diplomatie, la non-prolifération et la prévention des conflits ont échoué;

(xiv) Persuadée que la proposition du Secrétaire général de l'ONU de s'entendre sur une définition généralement reconnue du terrorisme est une bonne base pour engager un dialogue international sur ce dossier, qu'il conviendrait d'élargir à la question de la réduction des divergences entre Européens et Américains sur les moyens de le combattre;

(xv) Soulignant l'importance qu'elle attache au renforcement de la coopération concrète entre l'Union européenne et l'ONU et ses organisations sous-régionales dans la gestion de crises, notamment en Afrique subsaharienne;

(xvi) Soulignant l'importance primordiale de lever tous les obstacles qui s'opposent actuellement à l'établissement d'un dialogue substantiel entre l'Union européenne et l'OTAN, n'excluant aucun pays membre ni aucun sujet d'intérêt récipro-

que, en vue de jeter les bases d'une coopération fructueuse entre les deux organisations;

(xvii) Soutenant tous les efforts pour rétablir l'OTAN comme forum privilégié pour le dialogue transatlantique sur les grands dossiers de la sécurité transatlantique;

(xviii) Rappelant que l'engagement de l'Union européenne en matière de gestion de crises et notamment dans les conflits régionaux, selon les lignes directrices établies par la Stratégie européenne de sécurité, nécessite des progrès accélérés dans la mise en oeuvre de l'Objectif global pour 2010 et de l'Objectif global civil pour 2008;

(xix) Convaincue que la ratification des dispositions du Traité établissant une Constitution pour l'Europe relatives au renforcement des instruments décisionnels et opérationnels de la PESD facilitera d'une manière significative la mise en oeuvre des actions futures à travers lesquelles l'Union européenne pourra mieux assumer sa part de responsabilité dans la sécurité internationale;

(xx) Considérant que plus les militaires des pays membres sont engagés dans les unités multinationales dans le cadre des groupements tactiques ou dans des Etats-majors multinationaux, plus la diversité des statuts nationaux régissant leurs droits et obligations pose problème, ce qui peut conduire à des conflits de droit et à des tensions au sein des unités en question;

(xxi) Constatant que la Stratégie européenne de sécurité ne bénéficie pas de la garantie d'un engagement européen de défense collective entre tous les pays membres de l'Union européenne et soulignant, par conséquent, l'importance des obligations d'assistance mutuelle souscrites par les puissances signataires du Traité de Bruxelles modifié tant que ces obligations n'ont pas été reprises par l'Union européenne;

(xxii) Constatant avec inquiétude que depuis le transfert de l'exercice des fonctions de l'UEO en matière de gestion de

crises à l'Union européenne, il est devenu de plus en plus difficile pour les parlements nationaux de s'informer collectivement sur les activités que l'Union européenne a héritées de l'UEO, et notamment sur les activités entreprises pour mettre en oeuvre la Stratégie européenne de sécurité, qui nécessite pourtant leur appui et celui de l'électorat des pays membres;

(xxiii) Déplorant d'autant plus que le Conseil n'ait pas transmis à temps à l'Assemblée la deuxième partie de son Cinquantième rapport annuel;

(xxiv) Remerciant en revanche la présidence luxembourgeoise en exercice de n'avoir pas hésité à fournir aux commissions de l'Assemblée des informations complètes sur le développement de la PESD lors de ses réunions communes avec le COPS le 9 mars dernier à Bruxelles;

(xxv) Considérant la réponse du Conseil à la Recommandation n° 749,

I. RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO, EN TANT QUE PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPEENNE ET DE L'OTAN

1. A intensifier leurs efforts en vue de mettre sur pied les moyens diplomatiques et les capacités militaires opérationnelles requises selon l'Objectif global pour 2010 et l'Objectif global civil pour 2008, pour faire de l'Union européenne une Force crédible pour la paix et la sécurité mondiales et de prévoir les ressources nécessaires pour ces capacités;

2. A achever rapidement les travaux de mise en route de la cellule civilo-militaire de planification, du Centre de situation et de l'Agence européenne de défense;

3. A poursuivre les efforts politiques pour rendre universels les traités, accords et arrangements de vérification de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs et à s'assurer que lors de la prochaine Assemblée plénière du Régime de contrôle de la

technologie des missiles prévue en automne 2005 en Espagne, tous les nouveaux pays membres de l'Union européenne puissent adhérer à ce régime;

4. A élaborer une feuille de route pour convaincre les autres grandes puissances mondiales de se rallier aux idées et aux objectifs principaux défendus par la Stratégie européenne de sécurité;

5. A prendre l'initiative d'élaborer un concept sur les mesures coercitives, y compris militaires, à prendre quand les moyens politiques de lutte contre la prolifération ont échoué, et sur la défense contre les ADM et leurs vecteurs;

6. A jouer un rôle actif dans l'élaboration des priorités de l'Union européenne pour la Soixantième session de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2005, en vue de se mettre d'accord sur des positions communes à l'égard des propositions du Secrétaire général de l'ONU visant:

(a) l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution arrêtant les principes régissant le recours à la force en cas de menaces contre la paix;

(b) l'élaboration d'une définition généralement reconnue du terrorisme et la conclusion d'une convention globale sur le terrorisme;

(c) la création d'une commission intergouvernementale de consolidation de la paix au sein de l'ONU;

7. A renforcer la coopération concrète civile et militaire entre l'Union européenne et les Nations unies en appliquant les principes énoncés dans la Stratégie européenne de sécurité;

8. A prendre une initiative en faveur de l'ouverture d'un dialogue euro-américain en vue de rapprocher les points de vue, notamment en ce qui concerne l'établissement d'un ordre international fondé sur un multilatéralisme efficace, sur la primauté du droit, le rôle des Nations unies et de son Conseil de sécurité et sur les conditions du recours à la force;

9. A soutenir les efforts du Secrétaire général de l'OTAN pour créer les conditions permettant l'établissement, au niveau des ministres des affaires étrangères, d'un dialogue politique constructif entre l'Union européenne et l'OTAN, incluant tous les pays membres des deux organisations et abordant tous les sujets d'intérêt réciproque;

10. A insister pour que l'Union européenne définisse clairement l'objet et le contenu des partenariats stratégiques envisagés avec un certain nombre de puissances internationales entre lesquelles existent des dissensions et des conflits d'intérêts, en vue de s'assurer que chaque partenariat soit cohérent avec les valeurs et les objectifs promus dans la Stratégie européenne de sécurité et ne mette pas en danger la cohésion de l'Alliance atlantique;

11. A faire valoir auprès de l'Union européenne l'importance de l'article V du Traité de Bruxelles modifié, souscrit par dix de ses pays membres, qui constitue actuellement le seul engagement européen de défense collective et donc la seule garantie européenne sur laquelle la Stratégie européenne de sécurité puisse se fonder;

12. A prendre une initiative pour améliorer l'information et la participation collectives des parlements nationaux au processus décisionnel de l'Union européenne en matière de PESD et en vue d'accroître la compréhension et le soutien publics nécessaires pour les objectifs énoncés dans la Stratégie européenne de sécurité;

13. A promouvoir l'élaboration d'un statut juridique européen pour les militaires engagés dans des unités multinationales européennes et/ou des Etats-majors multinationaux;

II. RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De transmettre son rapport annuel suffisamment tôt à l'Assemblée pour que ses commissions puissent l'étudier et élaborer leurs réponses et de continuer à y

faire figurer toutes les informations sur les activités des pays membres dans le cadre de la PESD et au sein de l'OTAN dans les domaines couverts par le Traité de Bruxelles modifié;

2. De maintenir le Traité de Bruxelles modifié et son article V tant que l'Union européenne ne dispose pas de dispositions équivalentes qui puissent se substituer à ce

Traité et d'inviter tous les pays membres de l'Union européenne et de l'OTAN à y adhérer dans les conditions à convenir avec ceux-ci conformément à l'article XI du Traité;

3. D'informer l'Assemblée de toute initiative visant à examiner l'avenir du Traité de Bruxelles modifié sans attendre d'avoir tiré ses conclusions d'un tel examen.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 759

L'attuazione della Strategia europea per la sicurezza
— risposta alla relazione annuale del Consiglio

L'Assemblea,

i. Rinnovando la sua adesione agli obiettivi principali definiti all'interno della Strategia europea per la sicurezza adottata dal Consiglio europeo il 12 dicembre 2003;

ii. Ricordando a tale proposito le sue Raccomandazioni n° 733, 736, 748, 749 e 757;

iii. Sottolineando che la realizzazione di un ordine internazionale fondato su un multilateralismo efficace che preconizzi la Strategia europea per la sicurezza nel rispetto del diritto internazionale e dalla supremazia della Carta delle Nazioni Unite e del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, dipende da un'intesa di principio su tali obiettivi con gli altri attori nazionali e multinazionali presenti sulla scena internazionale e, principalmente, con gli Stati Uniti;

iv. Constatando con soddisfazione che le idee formulate nella relazione presentata il 21 marzo 2005 dal Segretario generale dell'ONU all'Assemblea generale dal titolo « In una più ampia libertà: verso lo sviluppo, la sicurezza e i diritti umani per tutti » coincidono in un'ampissima misura con gli obiettivi della Strategia europea per la sicurezza;

v. Constatando, in compenso, il persistere di importanti differenze tra l'approccio europeo e quello degli Stati Uniti, per quel che concerne la creazione di un

assetto internazionale giuridico di libertà e di pace, il ruolo delle Nazioni Unite e i mezzi per lottare contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e dei loro vettori nonché la lotta al terrorismo internazionale;

vi. Convinta che la valutazione dei rischi dovrebbe essere regolarmente aggiornata e che bisognerebbe inoltre tener conto dei crescenti rischi di rinascita di un nazionalismo aggressivo in alcuni paesi del mondo;

vii. Constatando il rapido emergere di nuove potenze sulla scena internazionale, come la Cina, le cui idee a proposito della democrazia, delle libertà individuali e collettive e dei diritti umani non corrispondono ancora alle norme difese dal mondo occidentale;

viii. Considerando le incertezze che scaturiscono dagli orientamenti molto diversi e talvolta contraddittori osservati nei paesi della Comunità degli Stati indipendenti (CEI) e le loro ripercussioni sulla politica della Russia, con la quale l'Unione europea ha intenzione di istituire un partenariato strategico;

ix. Ricordando l'importanza dell'attuazione della strategia dell'Unione europea contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e constatando con perplessità che la sessione plenaria del Regime di controllo della tecnologia missilistica (RCTM), tenutasi nell'ottobre 2004

a Seul, non è giunta ad un accordo sull'integrazione al suo interno di sette nuovi paesi membri dell'Unione europea;

x. Considerando le incertezze attuali in merito all'esito dei negoziati che la Germania, la Francia e il Regno Unito stanno conducendo con l'Iran sul programma nucleare di questo paese e nell'interrogarsi sulle conseguenze di un eventuale fallimento di detti negoziati;

xi. Ricordando la persistenza di importanti divergenze tra l'approccio europeo e quello degli Stati Uniti in merito al mantenimento della pace internazionale e della sicurezza nel mondo;

xii. Notando con interesse, a tale proposito, la proposta del Segretario generale dell'ONU secondo cui il Consiglio di Sicurezza dovrebbe adottare una risoluzione nella quale siano stabiliti i principi che regolano il ricorso alla forza e proclamare la sua intenzione di basarsi su tali principi per decidere se sia opportuno autorizzare o prescrivere il ricorso alla forza, in quanto detta risoluzione dovrebbe riaffermare principalmente le disposizioni della Carta relative al ricorso alla forza, fra cui l'articolo 51;

xiii. Ricordando che la Strategia europea per la sicurezza resta vaga in merito a ciò che ci si aspetta concretamente da un « impegno preventivo » e non si esprime per quel che attiene ai mezzi per difendersi nel caso in cui la diplomazia, la non-proliferazione e la prevenzione dei conflitti abbiano fallito;

xiv. Persuasa del fatto che la proposta del Segretario generale dell'ONU di giungere ad un'intesa in merito ad una definizione diffusamente riconosciuta del terrorismo costituisca una buona base per avviare un dialogo internazionale su tale documento, che sarebbe opportuno estendere alla questione della riduzione delle divergenze tra europei e americani circa i mezzi per combatterlo;

xv. Sottolineando l'importanza da essa attribuita al rafforzamento di una concreta cooperazione concreta tra

l'Unione europea e l'ONU e le sue organizzazioni sub-regionali nella gestione delle crisi, soprattutto nell'Africa subsahariana;

xvi. Sottolineando l'importanza fondamentale di eliminare tutti gli ostacoli che si frappongono attualmente alla creazione di un dialogo consistente tra l'Unione europea e la NATO, che non escluda nessun paese membro e nessun soggetto di interesse reciproco, finalizzato a porre le basi di una cooperazione proficua tra le due organizzazioni;

xvii. Nel sostenere tutte le iniziative volte a ristabilire la NATO quale sede privilegiata del dialogo transatlantico sui grandi temi della sicurezza transatlantica;

xviii. Ricordando che l'impegno dell'Unione europea in materia di gestione delle crisi e principalmente nel caso di conflitti regionali, stando alle direttive stabilite nella Strategia europea per la sicurezza, necessita di progressi rapidi nell'attuazione dell'Obiettivo globale per il 2010 e dell'Obiettivo globale civile per il 2008;

xix. Convinta che la ratifica delle disposizioni del Trattato che istituisce una Costituzione per l'Europa relative al rafforzamento degli strumenti decisionali e operativi della PESD faciliterà in modo significativo l'attuazione delle azioni future attraverso le quali l'Unione europea potrà assumersi in modo più adeguato la sua parte di responsabilità nell'ambito della sicurezza internazionale;

xx. Considerando che, quanto più i militari dei paesi membri sono impegnati nell'ambito delle unità multinazionali nel quadro dei raggruppamenti tattici o negli Stati maggiori multinazionali, tanto più diviene problematica la diversità degli statuti nazionali che regolano diritti e doveri, il che può portare a conflitti di diritto e provocare tensioni all'interno delle unità in oggetto;

xxi. Nel constatare che la Strategia europea per la sicurezza non si avvale della garanzia di un impegno europeo di difesa collettiva assunto tra tutti i paesi

membri dell'Unione europea e sottolineando, di conseguenza, l'importanza degli obblighi di mutua assistenza sottoscritti dalle potenze firmatarie del Trattato di Bruxelles modificato fintantoché tali obblighi non siano stati ripresi dell'Unione europea;

xxii. Constatando con preoccupazione che, dal momento in cui è avvenuto il trasferimento dell'esercizio delle funzioni dell'UEO in materia di gestione delle crisi all'Unione europea è diventato sempre più difficile per i parlamenti nazionali informarsi collettivamente in merito alle attività che l'Unione europea ha ereditato dall'UEO, e in particolar modo circa le attività avviate per attuare la Strategia europea per la sicurezza, che pure necessita del loro sostegno e di quello dell'elettorato dei paesi membri;

xxiii. Deplorando a maggior ragione che il Consiglio non abbia trasmesso in tempo all'Assemblea la seconda parte della sua cinquantesima relazione annuale;

xxiv. Ringraziando peraltro la presidenza lussemburghese di turno per non aver esitato a fornire alle commissioni dell'Assemblea informazioni complete sullo sviluppo della PESD in occasione delle riunioni congiunte con il COPS, tenutesi il 9 marzo scorso a Bruxelles;

xxv. Considerando la risposta del Consiglio alla Raccomandazione n. 749,

I. RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI DELL'UEO, IN QUANTO PAESI MEMBRI DELL'UNIONE EUROPEA E DELLA NATO

1. Ad intensificare i loro sforzi finalizzati a predisporre i mezzi diplomatici e le capacità militari operative richieste dall'Obiettivo globale per il 2010 e dall'Obiettivo globale civile per il 2008, per fare dell'Unione europea una forza credibile ai fini della pace e della sicurezza mondiali e di prevedere le risorse necessarie per tali capacità;

2. A concludere rapidamente i lavori per l'avviamento della cellula civile-militare di pianificazione, del Centro di situazione e dell'Agenzia europea di difesa;

3. A proseguire con le iniziative politiche finalizzate a rendere universali i trattati, gli accordi e le intese di verifica della lotta contro la proliferazione delle armi di distruzione di massa e dei loro vettori e ad assicurarsi che, in occasione della prossima Assemblea plenaria del Regime di controllo della tecnologia missilistica prevista per l'autunno del 2005 in Spagna, tutti i nuovi paesi membri dell'Unione europea possano aderire a tale regime;

4. Ad elaborare un piano per convincere le altre grandi potenze mondiali ad aderire alle idee e agli obiettivi principali difesi dalla Strategia europea per la sicurezza;

5. A prendere l'iniziativa di elaborare un concetto sulle misure coercitive, comprese quelle militari, da adottare in caso di fallimento degli strumenti politici per la lotta alla proliferazione e per la difesa contro le ADM e i loro vettori;

6. A svolgere un ruolo attivo nell'elaborazione delle priorità dell'Unione europea per la Sessantesima sessione dell'Assemblea generale dell'ONU del settembre 2005, al fine di accordarsi su posizioni comuni in merito alle proposte del Segretario generale dell'ONU volte a:

(a) l'adozione da parte del Consiglio di sicurezza di una risoluzione che decreti i principi che regolano il ricorso alla forza in caso di minacce alla pace;

(b) l'elaborazione di una definizione generalmente riconosciuta del terrorismo e la conclusione di una convenzione globale sul terrorismo;

(c) la creazione di una commissione intergovernativa per il consolidamento della pace interna all'ONU;

7. A rafforzare la cooperazione concreta civile e militare tra l'Unione europea e le Nazioni Unite applicando i principi

enunciati nella Strategia europea per la sicurezza;

8. A prendere un'iniziativa a favore dell'apertura di un dialogo euro-americano finalizzato ad avvicinare i punti di vista, soprattutto per quel che concerne la creazione di un ordine internazionale basato su un multilateralismo efficace, sulla supremazia del diritto, sul ruolo delle Nazioni Unite e del loro Consiglio di sicurezza e sulle condizioni del ricorso alla forza;

9. A sostenere le iniziative del Segretario generale della NATO volte a creare le condizioni che consentano la creazione, a livello dei ministri degli esteri, di un dialogo politico costruttivo tra l'Unione europea e la NATO, che comprenda tutti i paesi membri delle due organizzazioni e che affronti tutti gli argomenti di reciproco interesse;

10. Ad insistere affinché l'Unione europea definisca chiaramente l'oggetto e il contenuto dei partenariati strategici previsti con un certo numero di potenze internazionali tra le quali esistono dissensi e conflitti di interessi, al fine di assicurarsi che ciascun partenariato sia coerente con i valori e con gli obiettivi promossi dalla Strategia europea per la sicurezza e non metta in pericolo la coesione dell'Alleanza atlantica;

11. A far valere presso l'Unione europea l'importanza dell'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato, sottoscritto da dieci dei suoi paesi membri, che costituisce attualmente il solo impegno europeo di difesa collettiva e, pertanto, l'unica garanzia europea sulla quale la Strategia europea per la sicurezza possa fondarsi;

12. A prendere un'iniziativa per migliorare l'informazione e la partecipazione collettive dei parlamenti nazionali al processo decisionale dell'Unione europea in materia di PESD e per aumentare la comprensione e il sostegno pubblici necessari agli obiettivi enunciati nella Strategia europea per la sicurezza;

13. A promuovere l'elaborazione di uno *status* giuridico europeo per i militari impegnati all'interno di unità multinazionali europee e/o negli Stati maggiori multinazionali;

II. RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di trasmettere la sua relazione annuale in tempi sufficientemente brevi all'Assemblea affinché le sue commissioni possano studiarla e produrre le loro risposte di continuare a farvi figurare tutte le informazioni sulle attività dei paesi membri nell'ambito della PESD e all'intero della NATO nei settori coperti dal Trattato di Bruxelles modificato;

2. Di mantenere il Trattato di Bruxelles modificato e il suo articolo V fintantoché l'Unione europea non si doti di disposizioni equivalenti che possano sostituirsi a detto Trattato e di invitare tutti i paesi membri dell'Unione europea e della NATO ad aderirvi nelle condizioni che dovranno essere stabilite con questi ultimi in conformità all'articolo XI del Trattato;

3. Di informare l'Assemblea di qualsiasi iniziativa volta ad esaminare il futuro del Trattato di Bruxelles modificato senza aspettare di aver tratto le sue conclusioni da detto esame.